

Cercle du lundi 3 novembre 2025 : la dette publique

Intro par Bulle :

objectifs de la rencontre : contrer la peur instillée par les médias sur la dette publique

Jean Emmanuel : historique de la dette :

- ne pas confondre dépenses de l'État et dépenses d'un particulier
- origine historique de la nécessité de rembourser la dette :
 1. du 16ème au 18ème : les États veulent avoir leurs armées, et financer les guerres, qu'ils vont financer avec la charge fiscale (+ 2200%) . Vauban parle d'économie de guerre ; les sociétés se transforment ; cela cause beaucoup de grandes révoltes populaires, dont la Révolution française.
 2. De 1914 à 1980 : l'État est ultradépensier (dont des dépenses militaires)

Du fait de l'inadéquation entre l'appareil productif et les dépenses, l'État commence à emprunter

3. A partir de 1980 : Financiarisation de la dette publique :

Il y a une dérégulation de la finance, avec une forte intervention étatique ; les recettes de l'État baissent , et il est obligé de soutenir une industrie qui n'est pas rentable.

Kazim Dette publique, au-delà des idées reçues :

Définition : la dette publique est l'ensemble des emprunts non encore remboursés par les administrations publiques (État, collectivités, Sécurité Sociale)

L'État emprunte par un mécanisme d'enchères ; c'est l'Agence France Trésor qui gère ces emprunts, les grandes banques font des propositions

l'État emprunte si les dépenses sont supérieures aux recettes, ce qui crée un déficit budgétaire.

Au 2ème trimestre 2025, nous devons 3400 milliards d'euros, soit 115,6 % du PIB (dette cumulée depuis 1974)

Il y a des emprunts à court terme (jusqu'à 2 ans) et à long terme (de 2 ans à 50 ans)

La dette a beaucoup augmenté pendant la crise de 2008 et le Covid

Les détenteurs de la dette française sont à 54,6 % des non résidents français

La Banque de France détient 1/4 de la dette française

Des organismes de placement (OPCVN) détiennent aussi de la dette

Le compte des administrations publiques en 2024 (Md€)

Dépenses publiques		Recettes publiques	
Consommations intermédiaires	163,2	Cotisations sociales	428,2
Rémunérations	362,1		
Prestations sociales	747,6	Impôts	820,0
Subventions et autres transferts	193,4		
Charges d'intérêts	58,0		
Formation brute de capital fixe	127,0		
Autres dépenses	18,9	Autres recettes	253,4
Total des dépenses	1 670,2	Total des recettes	1 501,6
		Besoin de financement (déficit public)	168,6

- l'État est en faillite ?

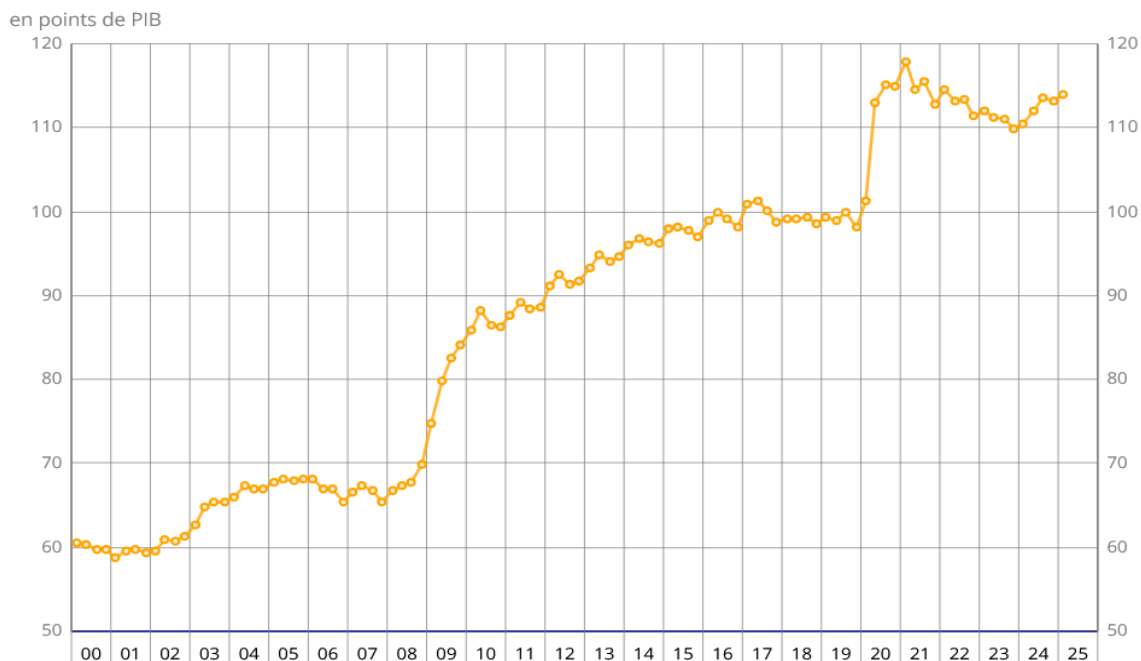
- Contrairement à un particulier ou une entreprise l'État est « éternel » et il a le pouvoir de faire « rouler sa dette » et de lever l'impôt ;

- L'État n'est pas en faillite et nous ne risquons pas (pour l'instant) de défaut de paiement

Il y a eu des précédents de crises de dette souveraine : Grèce, Argentine, Russie, Amérique latine

- L'avantage est que nous n'empruntons pas en devises étrangères, et que notre dette n'est pas à courte échéance (7 % de bons du trésor à court terme BTF et 93 % d'obligations à moyen long terme OAT)

Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en points de PIB (*)



- La France vit au dessus de ses moyens ?

- Non si emprunter ne coûte rien

- Non car le déficit budgétaire peut être un outil de politique économique (crise du Covid, relance keynésienne,...) si la conjoncture est morose et que les gains espérés apporteront de la croissance et donc des recettes fiscales

- Oui si on choisit de ne pas augmenter les recettes fiscales

- Ce sera à nos enfants de rembourser ?

- Non car nous remboursons déjà régulièrement

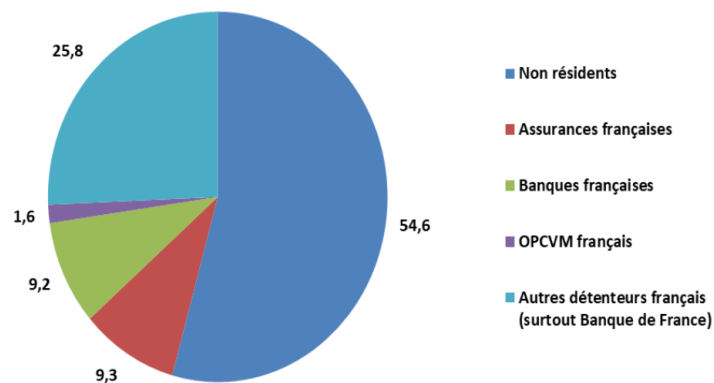
- Si il y a des investissements ou des dépenses de fonctionnement courant pour des innovations nos enfants en profiteront

- La dette nous coûte cher ?

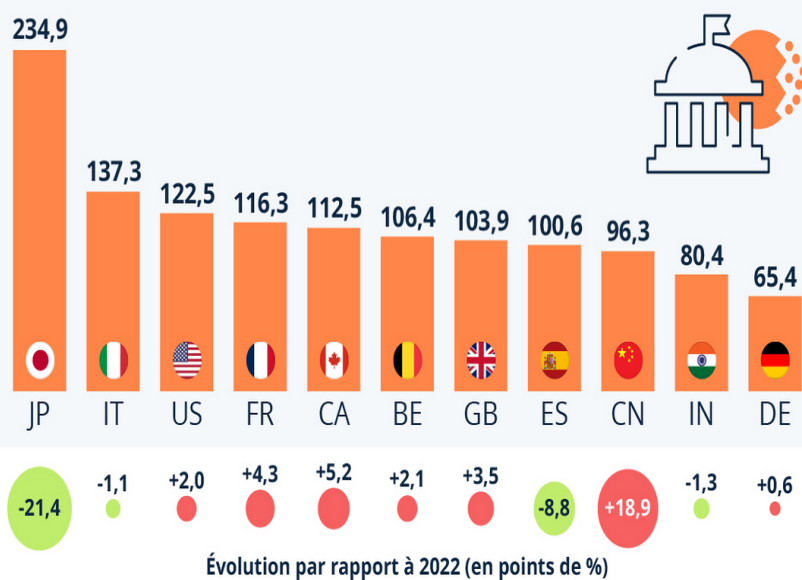
- Cela dépend des taux d'intérêt en vigueur et des taux d'inflation (taux réel = taux nominal- taux d'inflation)

- Elle ne nous coûte pas tellement plus que pour les autres

Les détenteurs de titres de dette négociables de l'Etat en % du total à la fin de 2024



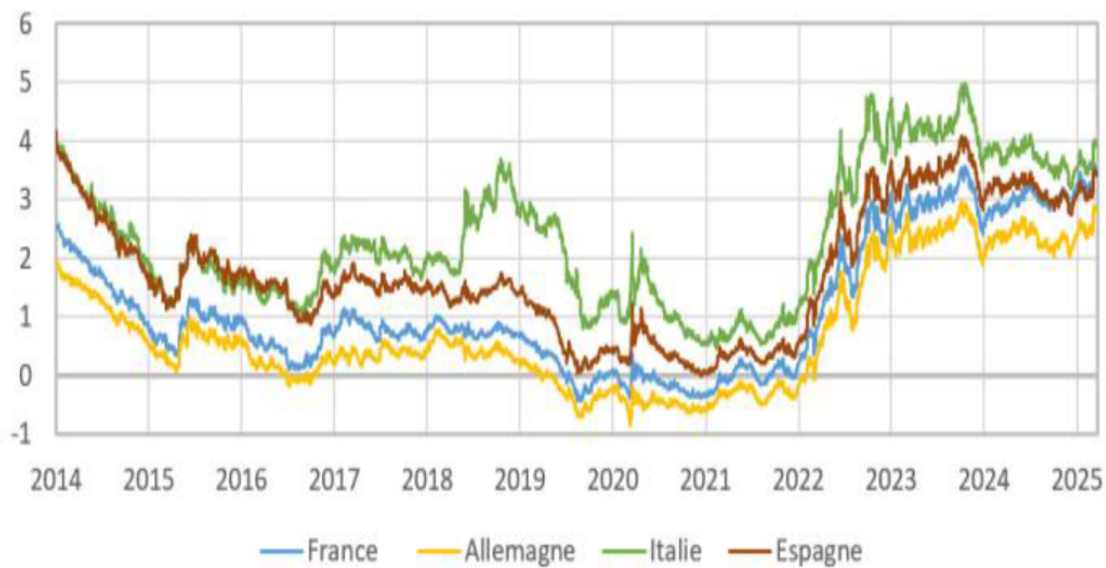
Niveau de dette publique exprimée en pourcentage du PIB dans une sélection de pays en 2025* et évolution sur 3 ans



* Prévisions pour l'année 2025 en date d'avril 2025



Taux d'intérêt sur les emprunts d'État à dix ans (en %)



Conclusion :

Peut on réduire la dette publique ? Assurément
Faut il réduire la dette publique ? Probablement
Est ce urgent ? Pas pour le moment

Et surtout : Quelle société voulons nous pour la France ?

Débat :

Il y a des dettes intangibles : par exemple la France paie les études des étudiants (contrairement à d'autres pays comme les USA), et finance son modèle social ; ces dépenses sont des investissements pour l'avenir ; il y a aussi des actifs intangibles : l'intelligence collective et individuelle, la culture, ... c'est très complexe de définir la richesse d'un pays, l'économie est la science du prince

En Afrique qui prête ? Comment est la dette ?

R : ce sont des États qui prêtent, il n'y a pas de dette souveraine

La question des intérêts indexés sur l'inflation ?

R : Cela représente de 10 à 12 % de l'ensemble des obligations, cela rassure les marchés

La question de la dette verte, fléchée

Est ce que la France s'endette pour prêter aux pays africains ? qu'est ce qu'on espère en tirer ? On a besoin d'uranium... la Chine leur prête beaucoup

Les USA très endettés qui prêtent à l'Argentine...

Quelle société veut on pour le monde ? Il y a des obligations morales surtout quand on a été des colonisateurs...

Le FMI a une politique de développement, toutes sortes de manipulations, d'intérêts de retour, on force l'achat de nos produits, l'aide n'est pas gratuite.

Il y a de moins en moins d'aide internationale car plus de pression pour garder l'argent pour nous.

Est ce que la décolonisation a eu une incidence importante sur la dette ?

R : la colonisation et l'exploitation des continents africain et américain ont été les moteurs du capitalisme. La perte de ces pays a été durement ressentie (cf documentaire le Sucre, Arte)

Les agents privés : il y a une optimisation bien supérieure des avoirs privés

l'État n'a pas que des dettes, l'État a des avoirs qui génèrent des gains

La fuite en avant continue : le capitalisme n'est plus viable économiquement

Peut on dire que l'État est capitaliste ?

R : - on applique des concepts de l'entreprise aux services publics

Sans naissance de l'État moderne il n'y aurait pas eu de capitalisme

-la finalité :

- l'État ne vit que sur l'économie de marché
- l'État a besoin du capitalisme

L'augmentation de la dette française serait aussi consécutive d'une perte de recettes fiscales ;

Tout est basé sur la croissance, or comment fait on de la croissance dans un monde fini ?

L'économie a des besoins infinis.

21h 15 : Nous continuons ces débats autour un apéro pizza pissaladière chaleureux et animé

Monique B